

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8473

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

21

de votants

32

OBJET

LYONNAISE DES EAUX FRANCE -
ASSAINISSEMENT – AVENANT N° 11

VOTES

Pour	32	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil quinze, le vingt-quatre septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, CHARLOT VALDIEU Catherine, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina.

Procurations : VIGNOLO Betty à DAUNIS Marc; PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José à LASSOUED Bouchra, MARZINIAK Yannick à SANTOS Xavier, VIVARELLI Philippe à BONNEAU Martine, BOSSARD Frédéric à ETORE Christophe, BENTRAD Samira à BORIES Camille, VALENTI Anaïs à SAVORNIN Richard, FOISSAC Elodie à KHALDI Philippe, KAÇA Afrim à DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Absent : MILLET Jacques.

Madame DENISE Charlène est désignée secrétaire de séance.

La Commune a confié à la Société Lyonnaise des Eaux France, par contrat du 13 mars 1985, la gestion du service public de l'assainissement.

Le présent avenant définit les modalités de mise en œuvre des nouvelles dispositions retenues par les deux parties et concerne :

- Les informations relatives au prix du m3 d'eau et aux modalités de révision de ce prix au sens de l'article L. 132-1 et R.132-1 du Code de la Consommation doivent apparaître dans les pièces écrites à la conclusion du contrat et donc à minima dans les annexes. La loi Hamon n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation qui définit les obligations d'information dues par les professionnels aux consommateurs et encadre la conclusion des contrats à distance et hors établissement est venue renforcer ce dispositif ;

- Les nouvelles dispositions de la Loi Brottes n° 2013-312 du 15 avril 2013 relatives à aux difficultés de paiement et à l'accès au fond de solidarité pour le logement ;

- La réponse aux obligations prévues par la réforme de la réglementation visant à prévenir les dommages causés aux réseaux lors de travaux ;

- L'application des nouvelles dispositions relatives aux augmentations anormales de consommation causées par une fuite en application de la loi dite « Warsmann » n° 2011-525 du 17 mai 2011 et de son décret d'application n° 2012-1078 du 24 septembre 2012, et codifiées aux articles L.2224-12-4, R.2224-10 et R.2224-19-2 du CGCT.

L'ensemble de ces dispositions sont retranscrites dans le règlement de service et ses annexes.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** l'avenant n°11 au cahier des charges pour l'exploitation par affermage du service public de l'assainissement ci-annexé ;

.../...

- **APPROUVE** le nouveau règlement de service et ses annexes ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer cet avenant ainsi que tout document nécessaire au bon déroulement de cette procédure.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie 28 septembre 2015 et que la convocation du Conseil a été faite le 18 septembre 2015. La présente délibération a été affichée le 02 octobre 2015, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 02 octobre 2015

Le Sénateur-Maire,